

Avis voté en plénière du 10 octobre 2012

La valorisation de la forêt française

Déclaration du groupe de l'agriculture

Le groupe de l'agriculture a beaucoup apprécié le travail mené sur la forêt française qui nous a permis de bénéficier d'une information générale sur les enjeux de ce secteur.

Par ailleurs, les agriculteurs impliqués dans les chambres d'agriculture ne pouvaient que participer avec beaucoup d'intérêt à ces travaux. En effet, les chambres sont des lieux essentiels de rencontres et d'échanges entre les professionnels mais surtout des lieux de décision et d'action pour le secteur.

La France dispose d'un formidable patrimoine forestier et le groupe de l'agriculture partage les regrets exprimés dans l'avis sur le fait que nous ne tirons pas assez parti de son potentiel. Nous avons une richesse économique, écologique, touristique, que nous peinons à faire fructifier tant en métropole qu'en Outre-mer, comme nous l'a également exposé M. Budoc, rapporteur de la contribution de la délégation à l'Outre-mer.

Le groupe de l'agriculture partage tout à fait la manière de traiter le sujet en tenant compte de toutes ses dimensions, sociales, politiques, environnementales, mais nous avons été plus particulièrement sensibles à l'angle économique choisi. Il faut insuffler une nouvelle dynamique économique, il faut de la croissance et de la compétitivité. Pour cela, il faut soutenir la filière par des aides à la modernisation. Il est indispensable que l'État donne des signes clairs d'un soutien à long terme, par le biais, notamment, du fonds bois carbone. Ceci dit, l'État ne peut pas tout et nous croyons profondément à une réorganisation et à un renforcement de la filière forêt-bois. Il est très urgent d'investir dans l'interprofession.

Pour les organisations professionnelles agricoles, l'interprofession est un outil essentiel. De manière plus générale, renforcer l'organisation des producteurs est une ligne de conduite permanente. Nous avons à cœur de renforcer ces instances où l'initiative privée et la volonté de dialogue contribuent largement à l'essor de nos secteurs.

C'est au sein des filières que les partenaires économiques doivent élaborer des solutions nouvelles pour dynamiser leur économie dans un contexte difficile, concurrentiel, instable.

Enfin, en ce moment même, se mettent en place, à l'initiative du ministère de l'Agriculture, des rencontres régionales pour l'avenir de l'agroalimentaire et du bois. C'est une occasion pour tous les acteurs, y compris les collectivités, de s'impliquer dans le redressement de toutes les filières.

Le groupe de l'agriculture a voté en faveur de l'avis.